



INTERNATIONAL BUDGET PARTNERSHIP
Open Budgets. Transform Lives.

Bulletin d'informations électronique

Janvier-Février 2011 N° 64

Participation pour tous : triomphes et combats

Le budget des citoyens au Brésil : un budget fédéral pour tous, par Isabella Amaral da Silva et André Guimarães Resende Martins do Valle, Secrétariat du budget fédéral, Brésil

En Ouganda, promouvoir la responsabilité citoyenne en faveur du développement mène à la résistance, par Daniel Wessler, International Budget Partnership

Renforcer les réseaux et promouvoir la transparence dans le secteur de la santé

Un nouveau ministre de la Santé pourrait améliorer la transparence et la participation civique en Équateur, par Anabel Castillo, Grupo FARO, Équateur

Des arrestations en Tanzanie après une manifestation pacifique pour des services de santé, un entretien avec Irenei Kiria, Sikika, Tanzanie

Trouver un terrain d'entente : un échange dans le domaine de la santé en Amérique latine, par Jessica Mejía Martínez, FUMA, Salvador, et Rocio Campos, International Budget Partnership

Surveiller le gouvernement pour améliorer ses résultats

Le Partenariat pour un gouvernement transparent se réunit à Brasilia : gouvernements et société civile unissent leurs forces pour résoudre les problèmes

Le 17 avril dernier à Brasilia, des délégués de 53 pays, parmi lesquels des représentants du gouvernement, de la société civile et des entreprises, ont donné le coup d'envoi de la première réunion annuelle du Partenariat pour un gouvernement transparent (OGP). Ce partenariat mobilise le gouvernement, la société civile, des bailleurs de fonds et le secteur privé pour promouvoir des gouvernements transparents, efficaces et responsables, avec des institutions qui renforcent l'autonomie des citoyens et qui répondent à leurs besoins et à leurs aspirations.

Dans ses remarques liminaires, la secrétaire d'État américaine Hillary Rodham Clinton a souligné les initiatives de plusieurs gouvernements visant à disséminer au public des informations budgétaires simplifiées. « Des budgets des citoyens sont en train d'être créés en Bulgarie, en Croatie et en Tanzanie », fit-elle remarquer, « afin d'expliquer dans un langage clair et accessible la manière dont les ressources publiques sont dépensées ». Lors de la rencontre, l'IBP a appuyé les efforts dans ce domaine en distribuant son guide le plus récent intitulé *The Power of Making It Simple: A Government Guide to Developing Citizens Budgets*, disponible [ici](#).

Les représentants de 43 pays ont également proposé des plans d'action pour rendre leurs gouvernements plus ouverts, plus transparents et plus responsables (les dix engagements les plus fréquents peuvent être consultés [ici](#)). Mais comme l'a fait remarquer Warren Krafchik, directeur de l'IBP et co-président de la société civile à l'OGP, ce qui a fait que cette réunion était exceptionnelle, c'est que la société civile était assise au même niveau que le gouvernement afin de « travailler sur les mêmes problèmes auxquels ils sont confrontés, examiner de nouveaux moyens pour se lancer dans le développement – un moyen d'offrir aux citoyens des services qui fonctionnent, un moyen de faire participer les citoyens à ces processus, et des moyens permettant aux citoyens de tenir les gouvernements pour responsables de la manière dont ces derniers utilisent leurs ressources publiques ».

- Pour en savoir plus sur la manière dont le Partenariat pour un Gouvernement transparent sert de catalyseur au changement, et pour consulter des vidéos de la rencontre, [veuillez cliquer ici](#).
- Pour lire les remarques liminaires de M. Krafchik dans le cadre de cette réunion, [veuillez cliquer ici](#).
- Pour lire la note d'information de l'IBP sur les engagements pris par les gouvernements membres fondateurs de l'OGP, [veuillez cliquer ici](#).

La société civile péruvienne se bat contre la recentralisation, par Epifanio Baca Tupayachi, Grupo Propuesta Ciudadana, Pérou

Le fonds d'investissement social pour le développement local au Salvador doit faire preuve de plus de transparence, par Jessica Estrada, FUNDE, Salvador

Publications

The Power of Making it Simple: A Government Guide to Developing Citizens Budgets, par l'International Budget Partnership

Offres d'emploi

Responsable de campagne, Global Movement for Budget Transparency and Accountability

Directeur, programme pour les institutions et la gouvernance, World Resources Institute

Participation pour tous : triomphes et combats

Le budget des citoyens au Brésil : un budget fédéral pour tous, par Isabella Amaral da Silva et André Guimarães Resende Martins do Valle, Secrétariat du budget fédéral, Brésil

La plupart des citoyens brésiliens ne savent que très peu de choses à propos de la préparation du budget par le gouvernement, tout comme les répercussions sur leur communauté émanant des décisions relatives à l'augmentation et à la dépense des fonds publics. Pour répondre à ce problème, le Secrétariat du budget fédéral (SOF) du gouvernement brésilien a produit, le 31 août 2010, le « Budget fédéral pour tous », son premier budget des citoyens ; il s'agit d'une présentation du budget largement accessible et facilement compréhensible. Ce même jour, le gouvernement envoyait au congrès national sa proposition de budget pour l'année 2011 à des fins d'examen et d'approbation, proposition qui débouche sur la loi budgétaire annuelle du Brésil. Exactement un an plus tard, une deuxième édition du « Budget fédéral pour tous » était publiée, dans laquelle on retrouvait des renseignements complémentaires sur le processus d'établissement du budget, ainsi que les priorités du gouvernement pour l'affectation de ressources afin de financer certains programmes publics et mettre en œuvre de nouvelles politiques. Aujourd'hui, après deux éditions, le SOF a institutionnalisé la préparation d'un « Budget fédéral pour tous » dans le cadre du processus budgétaire normal. Pour consulter la version de 2011, [veuillez cliquer ici](#).

Pour être certains que leur argent est utilisé à bon escient, il est important que les citoyens sachent comment les ressources publiques sont attribuées. Mais bien souvent, comme les informations budgétaires du gouvernement sont présentées dans un jargon très technique, la majorité de la population a beaucoup de mal à comprendre clairement la manière dont le gouvernement gère les fonds publics. Le « Budget fédéral pour tous » est considéré comme un budget des citoyens parce qu'il s'agit d'un résumé très simplifié du budget national, qui fournit juste assez de renseignements pour permettre aux citoyens d'évaluer les priorités et les programmes du gouvernement. Il est rédigé dans un format aisément accessible qui, grâce à l'intégration d'images et de graphiques, permet même aux citoyens n'ayant que très peu de connaissances de base en matière de budget de comprendre la façon dont l'État prévoit de percevoir et de dépenser les recettes. Le « Budget fédéral pour tous » contribue également à une société mieux informée et plus participative, au sein de laquelle les gens ont accès aux informations indispensables pour pouvoir jouer un rôle plus important dans la prise de décision, et pour lutter contre les inefficacités, le gaspillage et la corruption.

Le gouvernement brésilien s'attend à ce que le « Budget fédéral pour tous » aide les citoyens à comprendre que c'est leur droit de connaître les priorités reflétées dans les politiques budgétaires, et le gouvernement espère que des initiatives comme celle-ci permettront de stimuler une culture de transparence et de participation publique. Chaque année, le « Budget fédéral pour tous » sera publié dans l'espoir de contribuer au développement d'une société avertie qui est à la fois intéressée à contribuer à l'élaboration de politiques locales, et qui est en mesure de le faire. Grâce à ces initiatives, nous espérons rendre les processus budgétaires brésiliens plus responsables, plus transparents et plus participatifs.

Pour consulter le « Budget fédéral pour tous » brésilien, veuillez cliquer sur le lien suivant : https://www.portalsof.planejamento.gov.br/sof/orc_2012/ploa2012/versao_ingles2012.pdf.

En Ouganda, promouvoir la responsabilité citoyenne en faveur du développement mène à la résistance, par Daniel Wessler, International Budget Partnership

Twaweza, qui signifie en swahili « nous pouvons faire en sorte que cela arrive », est une initiative de la société civile qui met l'accent sur le changement à grande échelle en Tanzanie, au Kenya et en Ouganda. Le groupe plaide en faveur de l'amélioration de la prestation de services, d'actions citoyennes pragmatiques, et d'un meilleur accès aux informations pour encourager un esprit de responsabilité personnelle et communautaire. Le mois dernier, en imprimant des calendriers pour l'année 2012 comprenant des messages censés mobiliser une plus grande participation civique, Twaweza s'est heurtée à une résistance de la part du gouvernement ougandais.

Le texte des calendriers posait la question « Qui changera votre monde en 2012 ? », accompagnée de photos représentant 10 politiciens ougandais (du parti au pouvoir et de l'opposition) d'un côté, et 14 personnalités internationales (parmi lesquelles des hommes d'État, des personnes issues de familles royales, des joueurs de football, et des musiciens) au verso. En dessous des photos se trouve un endroit pour que le lecteur puisse placer sa propre photo, avec comme légende : « Allez-vous attendre toute l'année pour quelqu'un d'autre, ou bien allez-vous agir aujourd'hui ? ». Le message est clair : ce sont les gens eux-mêmes qui sont responsables de leur propre épanouissement, et chacun a le devoir de participer à sa communauté et de tenir son gouvernement pour responsable de ses actes.

Malheureusement, les luttes politiques incessantes en Ouganda ont exacerbé les tensions entre le gouvernement et les groupements de la société civile actifs dans le pays. Bien que Twaweza soit farouchement indépendante et qu'elle ne soit affiliée à aucun parti politique, la police a tenté de l'associer à un mouvement d'opposition et a confisqué près de 700.000 calendriers qui devaient être distribués en Ouganda.

L'IBP a interrogé Morrison Rwakakamba, responsable des programmes ougandais au sein de Twaweza. Celui-ci fait remarquer que « Twaweza est apolitique, les calendriers font partie d'une campagne expliquant aux citoyens que les héros et les dirigeants gouvernementaux ne pourront jamais résoudre tous leurs problèmes. Certes, ils peuvent créer l'environnement adéquat, mais en définitive, ce sont les Ougandais eux-mêmes qui constituent la source du changement qu'ils recherchent, et c'est là l'essence du message ».

Morrison poursuit : « Ce ne sont ni les dirigeants, ni les héros, ni Barack Obama ni Nelson Mandela vers lesquels les Ougandais doivent se tourner. Pour le changement qu'ils recherchent, ils doivent se réveiller tous les jours, chaque matin, et agir. Et ce sont ces actions, ces initiatives individuelles qui permettront de changer leur vie et leur monde. C'est ça le cœur du message. Il a été mal compris par les autorités, et nous avons tenté de leur expliquer qu'il ne s'agissait pas d'un message en faveur d'un changement de régime, mais d'un message en faveur d'un changement dans la manière de faire des citoyens eux-mêmes pour qu'ils puissent gérer et régir leur propre monde et leur propre vie ».

Pour en savoir plus sur Twaweza, veuillez consulter le site suivant : www.twaweza.org.

Rendez-vous à l'adresse suivante pour consulter les calendriers confisqués : www.twaweza.org/go/twaweza-calendar-20121.

Renforcer les réseaux et promouvoir la transparence dans le secteur de la santé

Un nouveau ministre de la Santé pourrait améliorer la transparence et la participation civique en Équateur, par Anabel Castillo, Grupo FARO, Équateur

À la suite de la démission surprise au début de l'année de l'ancien ministre de la Santé équatorien, un remplaçant inattendu fut nommé. En effet, la nouvelle ministre, Carina Vance, ne possède pas les qualifications typiques pour ce genre de poste. Pour commencer, elle n'est pas médecin, alors qu'en Équateur, on estime généralement que les médecins sont les seules personnes faisant autorité sur les questions de santé. Bien que Mme Vance soit titulaire d'un diplôme de maîtrise en santé publique, sa nomination fut controversée à cause de sa jeunesse et de son manque d'expérience médicale. Par ailleurs, elle milite également pour les droits des lesbiennes, des homosexuels, des bisexuels et des transsexuels (LHBT). Anciennement secrétaire chargée de la planification au sein du ministère de la Santé, Mme Vance a pris énergiquement parti dans la condamnation de la prolifération des cliniques qui traitent l'homosexualité comme une maladie et qui l'associent à une dépendance, à l'instar d'une dépendance à la drogue ou à l'alcool. Sa position sur la question est claire : elle déclare que ces « cliniques de dépendance » constituent une infraction aux droits humains tels qu'ils sont garantis par la constitution équatorienne, et par conséquent ces cliniques doivent être fermées, ou à tout le moins, être réglementées pour ne traiter que les dépendances médicalement reconnues.

Pour Grupo FARO, partenaire de l'IBP, la nomination de Mme Vance comme nouveau ministre de la Santé offre une possibilité de collaboration intéressante. Son travail en tant que défenseur des droits humains pour la communauté LHBT montre qu'elle reconnaît l'importance de protéger les droits humains, tels qu'ils sont repris dans la constitution. En effet, en vertu de son article 32, la nouvelle constitution équatorienne indique que le droit à la santé constitue un « droit garanti par l'État qui est associé à d'autres droits comme le droit à l'eau, à la nourriture [et à] l'éducation ». L'initiative en matière de santé du Grupo FARO encourage ce droit en investissant les acteurs de la société civile du pouvoir d'exiger des informations budgétaires simplifiées et de contrôler leurs services de santé.

Avant de devenir fonctionnaire, Mme Vance travaillait au sein de la société civile (elle était la directrice générale d'une organisation de défense des droits des lesbiennes) et a reconnu que le travail des organisations de la société civile (OSC) était primordial pour améliorer les services publics. Dans un entretien, elle a déclaré que le seul moyen permettant d'améliorer la santé était d'appuyer la participation des OSC dans l'élaboration et la surveillance des politiques, et d'ouvrir des voies pour que les citoyens puissent prendre part à leur propre bien-être. Le Grupo FARO accorde beaucoup d'importance à cette démarche englobante à l'égard de la planification et de la mise en œuvre des politiques. En tant qu'organisation, nous estimons que les politiques doivent résulter de la participation de différents acteurs à la sphère publique, à savoir les décideurs, les représentants de la société civile et du secteur privé, ainsi que les citoyens ordinaires.

Eu égard à l'expérience diversifiée de Mme Vance, le Grupo FARO a des raisons de croire que le droit à la santé et la participation de la société civile constituent des priorités pour le nouveau cabinet du ministère de la Santé. À court terme, le Grupo FARO va lancer un système d'information en matière de santé pour la société civile qui regroupe des informations provenant de différentes sources ; il s'agit de permettre aux OSC d'avoir un meilleur accès aux informations, et ceux-ci seront disponibles sur l'Internet. Le Grupo FARO reconnaît toutefois que pour que ce système soit exhaustif et durable, il a besoin de l'aval du ministère. Nous espérons pouvoir collaborer avec la nouvelle ministre et son cabinet afin de justifier l'importance de l'accès aux informations, et permettre ainsi aux OSC de participer à l'établissement du budget et à la planification en matière de santé. Ultérieurement, nous aimerions pouvoir continuer à travailler en étroite collaboration avec ce gouvernement afin de poursuivre nos objectifs, qui sont d'améliorer l'accès à l'information et permettre à la société civile de participer aux politiques de santé.

Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez prendre contact avec Anabel Castillo à l'adresse acastillo@grupofaro.org.

Des arrestations en Tanzanie après une manifestation pacifique pour des services de santé, un entretien avec Irenei Kiria, Sikika, Tanzanie

Sikika est une organisation de la société civile en Tanzanie qui cherche à améliorer la qualité des services de soins de santé ainsi que l'accès à ceux-ci pour tous les Tanzaniens, et ce, en renforçant la participation de la communauté et en encourageant la transparence et la responsabilisation au sein des systèmes de santé communaux. Récemment, plusieurs de ses membres ont été arrêtés après une manifestation pacifique en soutien à une grève des médecins. L'IBP a fait part de ses inquiétudes au gouvernement tanzanien à propos de ces arrestations, et a pris contact avec Irenei Kiria du Sikika pour en savoir plus :

Albert Van Zyl : Pour quelle raison les médecins tanzaniens faisaient-ils grève ? Pourquoi avez-vous décidé de les soutenir, et de quelle façon l'avez-vous fait ?

Irenei Kiria : Nous soutenons les médecins parce qu'ils luttent pour une cause que Sikika défendait également. Les médecins manifestaient pour une meilleure rémunération et pour la disponibilité des produits de base et des fournitures qu'ils utilisent pour fournir de meilleurs services. Ils demandent un salaire mensuel de 2.200 USD, alors qu'à l'heure actuelle, un médecin ne gagne qu'environ 590 USD par mois. Sikika travaille dans trois grands domaines : le financement de la santé, les médicaments et les fournitures, et les ressources humaines. Concernant les ressources humaines, nous examinons le cadre de travail des médecins, ainsi que la capacité à fournir les services. C'est ainsi que nos priorités recoupent celles des médecins. En outre, les médicaments et les fournitures sont l'un des aspects sur lesquels nous travaillons, et les médecins exigent que le gouvernement fournisse suffisamment de médicaments et de fournitures et qu'ils résolvent le problème de surpopulation dans les salles des hôpitaux. Nous avons donc soutenu les médecins parce qu'ils se battaient non seulement pour leur propre bien-être, mais également pour une meilleure prestation de services de qualité en Tanzanie.

AVZ : Qu'avez-vous fait concrètement pour soutenir la grève des médecins ?

IK : Nous avons commencé en douceur, sous la forme d'une déclaration au nom de Sikika. Mais lorsque la grève se poursuivit, nous avons collaboré avec le Legal and Human Rights Center pour publier une déclaration conjointe. Comme le gouvernement ne réagissait toujours pas, nous avons pris contact avec d'autres ONG pour organiser une réunion avec ces derniers, puisque certaines des ONG ne travaillent pas dans le secteur de la santé. C'est à ce moment que certains députés ont demandé que la question de la grève soit examinée au Parlement, ce que le président de ce dernier refusait. Nous avons espéré que le Parlement interviendrait pour forcer le gouvernement à faire quelque chose, mais le Parlement, et surtout ses dirigeants, appuie le gouvernement. Nous avons donc décidé d'organiser des manifestations, mais généralement, en Tanzanie, d'après ce que nous avons compris, les manifestations sont réprimées et ne permettent pas de faire avancer les choses. Lorsque nous avons appris que le gouvernement et la police étaient en train de se préparer à notre manifestation, nous avons décidé de l'organiser un jour plus tôt. Nous avons décidé de fermer les routes à un carrefour très fréquenté qui mène aux résidences de politiciens et de fonctionnaires publics de haut rang.

Après que nous eûmes fermé les routes le 8 mars 2012, le gouvernement réagit aussi rapidement que possible. Le Premier Ministre demanda à rencontrer les médecins le lendemain. Dans le cadre de cette réunion, les médecins et le gouvernement se mirent d'accord sur certaines conditions, et acceptèrent par ailleurs de continuer à examiner ou à négocier d'autres exigences au cours des trois semaines suivantes. À ce stade, la grève fut interrompue, à condition toutefois que le gouvernement mette l'accord en œuvre.

AVZ : Ce qui m'a surpris, c'est qu'au moment où les choses semblaient avancer, au moment où le gouvernement rencontrait les médecins et que l'on parvenait à un accord sur la voie à suivre, vous-même et d'autres personnes vous faisiez arrêter. Pourriez-vous en dire plus sur le moment exact auquel l'arrestation a eu lieu ?

IK : Pendant que le Premier Ministre rencontrait les médecins au Muhimbili National Hospital, seize d'entre nous se faisaient arrêter. La police fouilla nos véhicules à la recherche de matériel et de photos. Nous avons finalement été libérés sous caution vers 18h00. Malgré de nombreux appels et réunions, nous ne savons toujours pas si nous serons effectivement condamnés. À notre avis, nous ne le serons pas, parce que nos avocats nous ont expliqué que sur le plan juridique, nous aurions déjà dû être condamnés, du moins s'ils ont toujours l'intention de le faire. Il y a eu des réactions de la part de la population et de certaines organisations, à la fois sur le plan interne et externe, et notamment une lettre écrite par l'IBP. Mais depuis lors, la police nous suit et surveille nos activités à l'aide de dispositifs d'écoute.

AVZ : Quelles sont les conséquences plus générales de ces arrestations sur la manière dont vous traitez avec le gouvernement ? Quel est leur effet sur le rapport que Sikika et d'autres organisations entretiennent avec le gouvernement ?

IK : Pour l'instant, je ne pense pas que la relation va en souffrir de quelque manière que ce soit, parce que nous continuons de dialoguer avec les fonctionnaires gouvernementaux intermédiaires et de haut rang au sein du ministère de la Santé, et de plus, nous continuons à être invités aux réunions. Certains de ces fonctionnaires nous ont même appelés pendant que la grève avait lieu, en nous demandant d'exercer davantage de pression parce qu'ils avaient des inquiétudes à l'égard des dirigeants. Dans le cadre de l'accord avec les médecins, plusieurs hauts dirigeants du ministre de la Santé ont même été suspendus. Maintenant que nous sommes en train d'appeler à la suspension du ministre et du ministre adjoint, il y a également un soutien au sein même du ministère.

AVZ : Voilà qui est intéressant, puisque cela indiquerait qu'il existe d'importants clivages au sein du gouvernement. De toute évidence, une partie du gouvernement cherche à vous réduire au silence, tandis qu'une autre vous encourage à en faire plus. Est-il vrai que la réaction du gouvernement à l'égard de manifestations publiques a toujours été oppressive ?

IK : Oui. Le problème en Tanzanie est que les médias internationaux ne couvrent pas ce genre de manifestation, même s'il est vrai qu'il y en a eu pas mal dans le pays. Je pense que c'est probablement la raison pour laquelle le gouvernement continue à gérer les manifestations pacifiques toujours de la même manière, puisque les médias n'en parlent pas et que le gouvernement ne craint pas de porter préjudice à son image au sein de la communauté internationale.

AVZ : Vous avez dit que l'un des moyens que vous utilisiez pour réagir à l'intimidation du gouvernement était de mettre en place des réseaux portant sur certains problèmes. Je sais également que vous et d'autres maintenez une présence bien visible sur les réseaux des médias sociaux. Y a-t-il également d'autres manières par lesquels vous vous protégez et vous réagissez par rapport à ces actions qui tentent de vous décourager dans votre travail ?

IK : Nous essayons également d'exploiter les médias. Nous passons à la télévision et nous participons à des entretiens radiophoniques pour tenter d'expliquer notre position. À l'heure actuelle, avec cette grève des médecins, je pense que nous avons été fréquemment cités dans la presse écrite et dans les médias électroniques, où nous avons tenté d'expliquer que nous soutenions la grève des médecins non dans l'intérêt de ceux-ci, mais dans celui de la majorité défavorisée.

Pour en savoir plus sur le travail de Sikika visant à encourager des services de santé de qualité, [veuillez cliquer ici](#).

Trouver un terrain d'entente : un échange dans le domaine de la santé en Amérique latine, par Jessica Mejía Martínez, FUMA, Salvador, et Rocio Campos, International Budget Partnership

Les gouvernements font souvent des promesses aux citoyens en ce qui concerne le droit à des services de santé. Ces promesses devraient se traduire en dépenses qui sont essentielles pour veiller à ce que

les personnes les plus pauvres et les plus vulnérables dans une société aient accès à des soins appropriés.

En analysant le budget du gouvernement, la société civile peut contrôler la manière dont les promesses relatives à la santé se reflètent dans des actions concrètes. Les défenseurs peuvent vérifier si leurs gouvernements respectent les besoins en soins de santé de sa population, et vérifier également les engagements du gouvernement à l'égard de ces besoins, en ce qui concerne l'accès aux services ainsi que la qualité et le caractère adéquat des soins fournis. Malheureusement, l'absence de transparence budgétaire et de mécanismes convenables de responsabilisation dans le secteur de la santé ouvre la voie à la discrimination et à la corruption, ce qui a une incidence sur la disponibilité des services de santé et l'accès à ceux-ci. De plus, les systèmes de santé desservent de nombreux groupes de patients différents en fonction de différences sociales et économiques : phénomène que l'on appelle segmentation ; par ailleurs, au sein de ces systèmes de santé, on trouve toute une série d'entités desservant ces différents groupes, et ce phénomène-là porte le nom de fragmentation. Et lorsque ces deux facteurs se combinent, le manque de transparence devient encore plus prononcé, et cela restreint également la responsabilité sociale et la participation.

Afin de mettre en commun les connaissances, les enseignements, les expériences et les stratégies des organisations de la société civile travaillant dans le secteur, et grâce auxquels il est possible d'analyser les budgets de santé, l'Initiative de partenariat de l'IBP a récemment organisé un échange régional au Salvador, qui s'est tenu du 30 janvier au 3 février. Les participants représentaient des organisations de la société civile qui analysent des budgets de santé au Mexique (Sonora Ciudadana et FUNDAR), en Équateur (Grupo Faro), au Guatemala (CIIDH), et au Salvador (FUNDE et FUMA).

Les participants ont ainsi examiné certaines stratégies de communication, de participation civique dans différents contextes, ainsi que les caractéristiques des systèmes de santé en Amérique latine. Les participants ont présenté et examiné des études de cas dans lesquelles des thèmes comme la décentralisation, la gestion stratégique des litiges, ou encore le transfert public-privé ont été concrètement abordés. Tous les participants sont sortis de cet échange armés non seulement de nouvelles idées pour influencer les réformes de santé dans la région, mais aussi d'un réseau régional de collègues très intéressés par le travail que chacun d'entre eux effectue depuis sa région respective. Comme l'a fait remarquer Anabel Castillo, une participante du Grupo FARO en Équateur : « Ce sont les études de cas présentées par Sonora Ciudadana (SC) qui m'ont le plus appris. SC est une petite organisation ; son travail se situe surtout au niveau local et ne concerne qu'une zone précise du Mexique. Et même si notre travail à nous se situe au niveau national, les expériences de la SC ressemblent à un succès qui pourrait être reproduit par Grupo FARO... Ce qui nous a semblé tout particulièrement important, c'est la manière dont SC noue des alliances avec certaines organisations pour compléter son travail dans des domaines ne faisant pas partie de ses compétences ».

Pour en savoir plus sur la manière dont les organisations de la société civile utilisent l'analyse budgétaire pour vérifier si le gouvernement respecte ou non ses promesses en matière de santé, [veuillez cliquer ici](#).

Surveiller le gouvernement pour améliorer ses résultats

La société civile péruvienne se bat contre la recentralisation, par Epifanio Baca Tupayachi, Grupo Propuesta Ciudadana, Pérou

La décentralisation est souvent considérée comme une réforme nécessaire pour faire progresser la démocratie dans un pays. Au Pérou, la décentralisation a consisté en un transfert de fonctions, de compétences, de capacité de prise de décision et d'autonomie à des autorités sous-nationales élues au scrutin universel. Cela a également permis de rapprocher l'État de la population en introduisant des mécanismes permettant d'amener la participation civique dans la gestion publique. Mais depuis son lancement en 2001, la décentralisation n'a pas constitué une priorité en soi dans le programme des partis politiques, et elle se voit constamment menacée par des initiatives visant à l'affaiblir ou à l'inverser.

Par conséquent, il est primordial que la société civile péruvienne puisse étroitement surveiller les initiatives de décentralisation. C'est précisément ce que fait Grupo Propuesta Ciudadana, partenaire de l'IBP, par le biais de son projet «Vigila Peru » (les citoyens surveillent le Pérou). Le travail de surveillance du projet indique qu'il y a un risque de recentralisation, ce que démontrent certaines propositions et autres actions visant à saper des réglementations conçues pour approfondir le processus de décentralisation, comme celles qui encouragent la décentralisation financière ou une gestion plus efficace des processus de budgétisation et de marchés publics par les gouvernements sous-nationaux. Parmi les autres priorités faisant l'objet d'un contrôle, on peut citer le rôle des gouvernements sous-nationaux par rapport à la participation civique, la responsabilisation, la transparence, ou encore l'accès à l'information.

Pour tenter de neutraliser les campagnes de distorsion dans les secteurs qui sont opposés à la décentralisation, Vigila Peru produit des informations sur la réforme de la décentralisation, et notamment des informations relatives à la participation civique, la gestion des investissements, la distribution et l'utilisation de redevances et de droits, ainsi que la gestion financière. Et grâce aux efforts de surveillance d'un organisme de la société civile comme Vigila Peru, les mécanismes de transparence et d'accès aux informations publiques, en particulier en ce qui concerne la gestion budgétaire, se sont améliorés de manière durable.

Malgré l'augmentation des dépenses publiques pour faire face aux problèmes sociaux et améliorer la vie des Péruviens, les indicateurs sociaux n'ont enregistré que peu d'améliorations. Pour résoudre ce problème, Vigila Peru cherche à renforcer la demande civique d'informations de la part d'institutions publiques, et à améliorer la participation à l'établissement du budget pour pouvoir tenir les fonctionnaires publics comme responsables de leurs actes. En exprimant clairement les réussites que nous avons obtenues dans l'utilisation d'un meilleur accès aux informations pour lutter contre la corruption, nous espérons changer la perception du public, qui estime que les améliorations en matière de transparence n'ont pas empêché la corruption municipale, notamment en ce qui concerne le budget, les contrats, les impôts, et les recettes provenant des compagnies minières.

Chez Grupo Propuesta Ciudadana, notre vision pour le gouvernement se caractérise notamment par une réforme décentralisée approfondie et consolidée, avec de meilleurs mécanismes pour permettre une participation publique locale. Nous voulons une décentralisation financière et une distribution du budget permettant de garantir l'équité, la transparence et la prévisibilité pour les gouvernements sous-nationaux. Et pour améliorer la qualité des dépenses publiques, nous appelons le gouvernement à mettre en place une budgétisation fondée sur le rendement, et notamment dans les dépenses sociales pour l'éducation et la santé. Nous savons que le Pérou peut accomplir ces changements, mais il est primordial que dans l'atteinte de cet objectif, la société civile joue son rôle, à savoir suivre les progrès réalisés.

Pour en savoir plus sur les initiatives de Vigila Peru, [veuillez cliquer ici](#).

Le fonds d'investissement social pour le développement local au Salvador doit faire preuve de plus de transparence, par Jessica Estrada, FUNDE, Salvador

Plus de 40 % de la population salvadorienne vit dans la pauvreté, et le pays est l'un des plus endettés d'Amérique latine ce qui concerne le produit intérieur brut. Le Salvador est également confronté à une détérioration financière, à un résultat élevé sur l'Indice de perception de la corruption, et à une culture de transparence insuffisante, comme le montrent les mauvais résultats systématiques dans l'[Indice sur le](#)

[budget ouvert](#) de l'IBP. Par conséquent, il est primordial de veiller à ce que les ressources publiques limitées soient utilisées pour transformer la vie de ceux qui vivent dans une pauvreté extrême.

Les programmes d'investissement social du gouvernement sont d'une importance cruciale pour atteindre cet objectif. Le fonds d'investissement social pour le développement local (FISDL) fut créé en 1991 pour aider à réduire la pauvreté tout en encourageant le développement local. Il se concentre sur des projets qui investissent dans le capital humain et les infrastructures sociales de base à travers tout le pays, en mettant l'accent sur les zones les plus démunies.

Le gouvernement a mis à disposition plus de 500 millions USD entre 2010 et 2014 pour des projets d'investissement social, gérés principalement par le FISDL. La transparence et la participation civique à ces initiatives sont d'une importance cruciale afin de veiller à ce que les ressources soient utilisées de manière efficace, et contribuer ainsi à répondre aux besoins des personnes les plus pauvres et les plus vulnérables.

La société civile encourage activement la transparence et la participation. C'est le cas notamment de la *Fundación Nacional para el Desarrollo* (FUNDE), qui s'efforce de veiller à ce que les familles vivant dans une pauvreté extrême puissent obtenir de meilleures conditions de vie, et disposer de plus de perspectives d'épanouissement. Grâce à son projet intitulé « Transparence et participation aux budgets d'investissement social à destination des communautés indigentes du Salvador », FUNDE plaide en faveur d'une plus grande transparence et d'une meilleure participation civique dans la gestion des institutions publiques, en particulier de la FISDL. Le projet est fondé sur la conviction selon laquelle les gens qui vivent dans une pauvreté extrême devraient avoir la possibilité d'exercer leur droit à l'accès à l'information, à la participation, ainsi que leur droit à prendre leurs propres décisions sur les investissements sociaux dans leurs communautés.

À l'heure actuelle, la FUNDE surveille la gestion de la FISDL dans des domaines comme la gestion budgétaire, la gestion de projets, ainsi que les canaux d'information et de participation. Par ailleurs, la FUNDE est en train de mettre au point des processus de participation publique dans six municipalités qui obligeront les projets dans ces régions à se soumettre à un audit social.

À mesure que les projets d'investissement social se développent, l'accès à l'information devient essentiel pour assurer un suivi efficace de leur mise en œuvre. Malgré la promulgation en 2010 de la loi sur l'accès à l'information publique au Salvador, l'information n'est pas toujours mise à disposition en temps opportun, tout comme elle n'est pas toujours exhaustive, pertinente, fiable ou aisément accessible. Et bien que la FISDL fût la première institution publique à rédiger et à promouvoir une politique sur la transparence institutionnelle, l'accès reste limité. Au nom de la transparence, la FISDL devrait adopter un système permettant une meilleure communication au sein de l'institution, ainsi qu'un meilleur accès à l'information pour la société civile et le public au sens large.

En dépit de ces difficultés, les initiatives des organisations de la société civile salvadorienne visant à encourager la transparence et la participation peuvent contribuer à garantir que les fonds gérés par les institutions publiques, comme la FISDL, soient réellement en mesure de changer la vie de ceux qui vivent dans une pauvreté extrême.

Pour en savoir plus sur les initiatives de la FUNDE, veuillez consulter le site www.FUNDE.org.

Pour en savoir plus sur la FISDL, [veuillez cliquer ici](#).

Nouvelle publication de l'IBP

The Power of Making It Simple: A Government Guide to Developing Citizens Budgets

Les gouvernements peuvent encourager la participation citoyenne en créant des conditions qui leur permettent de participer d'une manière constructive. Parmi ces conditions, il y en a une qui est très importante : que tous les citoyens aient un accès aisé aux informations gouvernementales. Le terme ne signifie pas simplement un accès physique aux documents, mais englobe également la notion

d'accessibilité. En effet, lorsque les travaux du gouvernement sont hautement techniques, il ne suffit pas simplement de mettre ces documents techniques à disposition. Il faut que les gens puissent accéder à ces informations dans un langage et dans un format que les citoyens ordinaires sont en mesure de comprendre et d'évaluer.

The Power of Making It Simple: A Government Guide to Developing Citizens Budgets est la troisième d'une [série de publications de l'IBP](#) à l'attention des gouvernements cherchant des conseils pratiques sur la manière de rendre leurs systèmes financiers publics plus transparents. L'ouvrage met concrètement l'accent sur les budgets des citoyens, et offre des conseils utiles aux gouvernements qui souhaitent en élaborer un.

Cliquer ci-dessous pour accéder à la version PDF du guide en anglais (versions [française et espagnole](#) à venir).

- [Citizens Budget Guide – anglais \(basse résolution\)](#)
- [Citizens Budget Guide – anglais \(haute résolution\)](#)

Offres d'emploi

Responsable de campagne, Global Movement for Budget Transparency and Accountability

Le comité de pilotage du Global Movement for Budget Transparency and Accountability, actuellement installé dans les locaux de l'International Budget Partnership, est à la recherche d'un responsable de campagne pour façonner et mener une campagne mondiale visant à garantir un meilleur accès public aux informations budgétaires, et une meilleure responsabilisation des fonds publics. Il s'agit d'une occasion passionnante pour un défenseur chevronné de la société civile de jouer un rôle déterminant pour élaborer et prendre la tête d'une campagne mondiale visant à ouvrir les budgets à l'examen du public, et transformer la vie des citoyens à travers le monde. Pour consulter la description intégrale du poste, et en apprendre davantage sur la façon de postuler, [veuillez cliquer ici](#).

Directeur, programme pour les institutions et la gouvernance, World Resources Institute

Le World Resources Institute est à la recherche d'un directeur ou d'une directrice de programme hautement qualifié(e) pour prendre la tête des travaux dans le cadre d'une collaboration avec des institutions et des organisations de la société civile à travers le monde, et ce, afin de veiller à ce que les décisions concernant les ressources naturelles tiennent compte des valeurs environnementales ainsi que des droits et des intérêts de la population. Pour postuler et consulter la description intégrale du poste, [veuillez cliquer ici](#).